



PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Nîmes, le 31 janvier 2017

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE Gard-Sud
362, rue Georges Besse
30035 NIMES CEDEX 1

**Rapport de l'Inspection des Installations classées
pour la protection de l'environnement**

Objet	- Visite d'inspection du 17 novembre 2016 - Dossier de porter à connaissance (modification de l'implantation des entrepôts)
Référence(s)	Transmission de la préfecture du Gard n°2017-048 du 12 janvier 2017
Pièce(s) jointe(s)	11 Fiches de constat complétées

Exploitant	Société OI Manufacturing France
Adresse	Lieu-dit « les Bouillens » Route de Vauvert 30310 VERGEZE
Activité	Fabrication de bouteilles en verre
Régime	Autorisation - prioritaire
Affaire SIIC	Visite approfondie DOSEP modification
Attributs SIIC	Air, Déchets, Site et sols pollués Risques industriels (actualisation EDD)

1 Objet du rapport :

La société OI Manufacturing France, ci-après nommée exploitant, exploite une usine de fabrication de bouteilles de verre sur le territoire de la commune de Vergèze.

Dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), nous avons réalisé une visite d'inspection de l'usine le 17 novembre 2016 afin de faire le point sur la situation administrative des installations et sur leurs conditions de fonctionnement. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier de l'inspection du 04 octobre 2016.

L'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des suites données à cette visite.

Par ailleurs, le présent rapport aborde également la modification de l'implantation de certains entrepôts provisoires et zones de stockage sur son site industriel (Transmission de la préfecture du Gard n°2017-048 du 12 janvier 2017).

2 Renseignements sur l'établissement :

2.1 Localisation :

L'établissement est situé dans la zone industrielle de Vergèze, à proximité immédiate de l'usine de conditionnement de la société Nestlé Waters Sud (Usine PERRIER) :

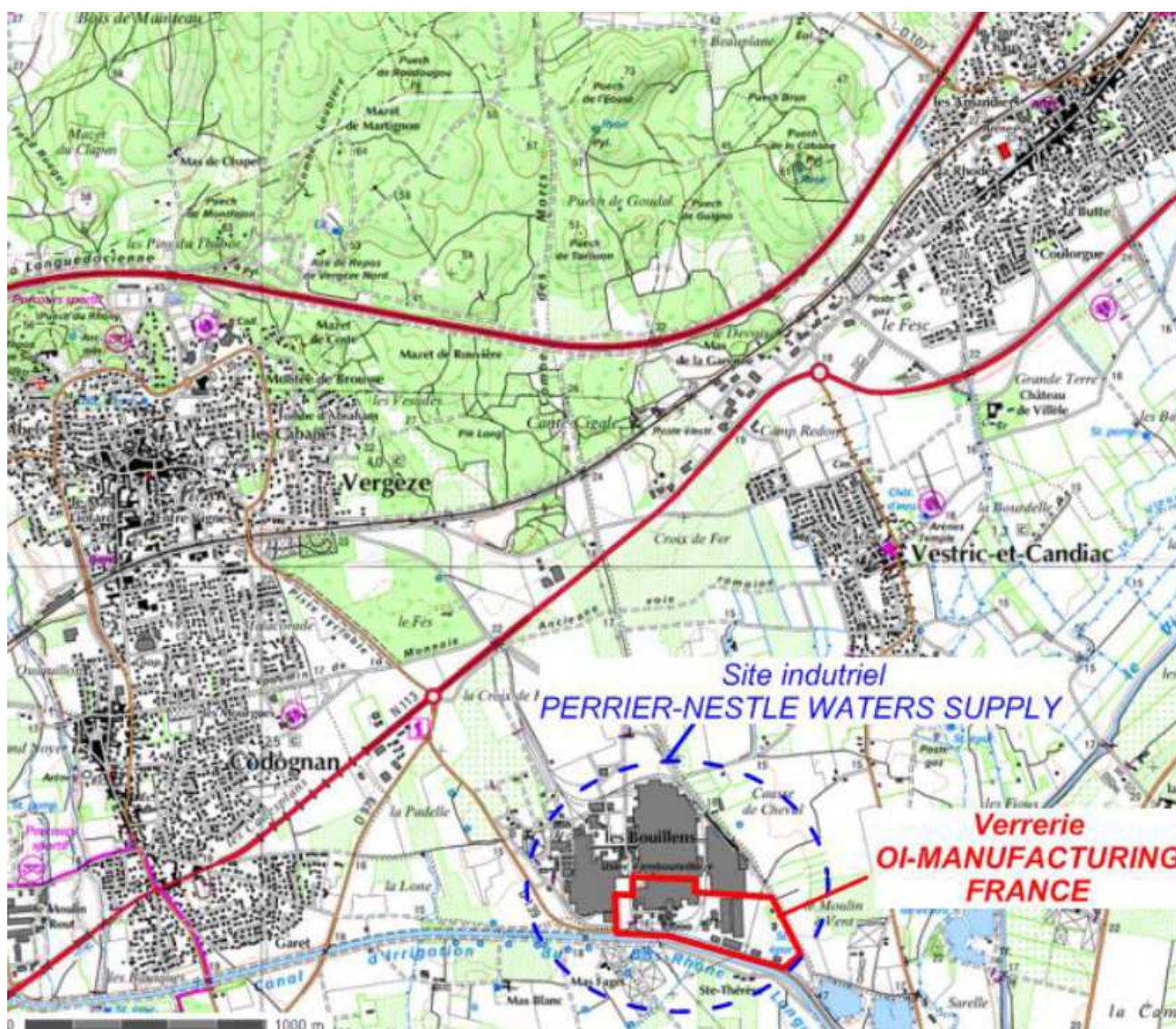


Fig 1. Localisation de l'établissement

2.2 Activités :

Les activités de l'usine ont été reprises depuis août 2011 par le groupe OWENS ILLINOIS qui exploite 8 autres sites de production de verre en France.

La verrerie est installée route de Vauvert à Vergèze depuis 1974 (date de mise en service du 1er four). Elle fournit essentiellement en bouteilles en verre, l'usine voisine d'embouteillage de Nestlé Waters France. Elle est à ce jour réglementée par l'arrêté préfectoral n° 08.153 N du 30 décembre 2008 au titre de la réglementation relative aux ICPE.

Les installations comprennent essentiellement :

- un four à verre sodo-calcique, fonctionnant au gaz naturel et en oxycombustion, couplé à 3 lignes de production de bouteilles en fonctionnement (une 4ème ligne est à l'arrêt faute de marché); ce four a été reconstruit en 2001 et sa durée de vie est estimée à 2020 ;
- une installation de traitement des fumées utilisant une installation de récupération d'énergie et un filtre à manche ;
- une chaufferie de production d'eau surchauffée fonctionnant au gaz naturel ;
- des installations de broyage, mélange, dosage et préparation des produits minéraux entrant dans la composition du verre ;
- des tours d'aéroréfrigération (TAR) ;
- des installations de compression d'air.

Le site emploie actuellement 139 personnes

2.3 Situation administrative :

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°15.157N du 09 décembre 2015, faisant suite au réexamen des conditions d'autorisation des installations visées par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (appelée directive IED).

Le classement « IED » de l'usine de fabrication de bouteilles en verre relève de la rubrique principale 3330 (fabrication de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes/jour).

2.4 Faits marquants :

La direction de l'établissement est occupée par M. Patrick PUJUGUET, manager de transition employé par la société H₃O ressources de transition, dans l'attente de la nomination d'un nouveau directeur au sein du groupe industriel.

Le contexte social s'est apaisé et l'usine vise l'objectif de fabrication de 300-350 millions bouteilles avec une légère augmentation des exportations de bouteilles de 33 cl. L'exploitant travaille à l'amélioration de la compétitivité de ses activités (amélioration des rendements des lignes, maîtrise des consommations énergétiques, ...).

Par ailleurs, concernant les relations avec les industriels voisins :

- en 2015, l'exploitant s'interrogeait sur la nécessité de maintenir un stockage important d'oxygène (exploité par la société AIR LIQUIDE sur le site) conduisant à un classement SEVESO seuil bas. Après réflexion, il n'est pas envisagé de demander à la société AIR LIQUIDE de diminuer le volume stocké.
- d'après la Direction, les relations avec la société NESTLE WATERS, principal client, sont satisfaisantes. Des études sont en cours pour séparer les réseaux d'eaux, historiquement communs entre les deux établissements.

3 Thèmes de la visite, référentiels, principales installations contrôlées :

Lors de l'inspection ont été examinés, plus particulièrement, les thèmes suivants :

- Présentation de l'établissement et faits marquants ;
- Suite de la visite d'inspection du 13 octobre 2015 ;
- Suivi des échéances visées au titre 11 de l'arrêté préfectoral n°15.157N du 09 décembre 2015 ;
- Gestion déchets / stockage ;
- Traitement de la pollution des sols aux hydrocarbures ;
- Installation remplissage/stockage liquide inflammables (GNR) ;
- Visite de certaines installations.

4 Synthèse de la visite et des constatations :

4.1 Suites de la visite d'inspection du 13 octobre 2015 :

4 constats avaient été relevés :

- **Constat n°1** : Indépendamment des constats effectués lors de la visite et précisés au chapitre 5.2 du présent rapport, les travaux de fiabilisation de l'installation de traitement des rejets atmosphériques du four, initialement prévus, ont été réalisés. **Le constat est levé.**
- **Constat n°2** : L'exploitant a pris en compte les conclusions de l'analyse méthodique des risques de janvier 2015, relative à la qualité des appoints d'eau en provenance des installations d'AIR LIQUIDE (suppression des appoints) et au comptage des purges. **Le constat est levé.**
- **Constat n°3** : L'exploitant a obtenu que certains déchets appartenant à la société VIAL voisine soient évacués. Toutefois, certains déchets sont encore présents. Malgré l'amélioration de la situation, **le constat n'est pas levé :**



Fig2. Déchets situés en limite de propriété avec la société VIAL

- **Constat n°4** : L'exploitant a transmis à monsieur le préfet du Gard un dossier de porter à connaissance conforme aux dispositions de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. Ce dossier démontre que la nouvelle implantation des entrepôts provisoires est acceptable. En effet, l'exploitant a vérifié, en cas d'incendie, qu'aucune zone d'effets correspondant aux effets létaux significatifs (SELS) et aux effets létaux (SEL) ne sort pas des limites de l'établissement. **Le constat est levé.**



Fig3. Emplacement libre suite démontage du chapiteau



Fig4. Mise en place des chapiteaux sur un nouvel emplacement

Il a donc été demandé à l'exploitant de lever le constat n°3 dans les plus brefs délais. Les fiches de constats n°1, 2 et 4 sont actualisées en **annexe 1** du présent rapport.

4.2 Visite du 17 novembre 2016 :

La visite de surveillance a mis en évidence 11 constats dont 7 non-conformités et 3 remarques qui ont été transmis à l'exploitant le 09 janvier 2017.

Par courriel du 27 janvier 2017, l'exploitant nous a communiqué ses commentaires et actions décidées en réponses aux constats. Les commentaires de l'inspection sont précisés au troisième paragraphe de chaque fiche de constat en **annexe 2** du présent rapport. Les actions proposées par l'exploitant sont globalement satisfaisantes et leur mise en œuvre effective fera l'objet d'un contrôle ultérieur, notamment lors d'une prochaine visite d'inspection.

Néanmoins, concernant le constat n°6 relatif au dépassement de la durée d'indisponibilité de l'installation de traitement des fumées du four (1384 heures pour 250 heures autorisées dans l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2015 susvisé), il convient de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation pour l'année 2017.

Par ailleurs, nous avons visité le chantier relatif au traitement de la pollution des sols par des hydrocarbures :



Fig5. Chantier de dépollution des sols

L'exploitant nous a indiqué que les opérations se poursuivent avec une fin prévisionnelle en février 2017 (extraction en place depuis février 2016 sur 14 puits, dont 8 fermés en novembre 2016). Nous avons demandé à l'exploitant de nous transmettre le rapport de fin de travaux nous permettant de vérifier la résorption effective de la pollution aux hydrocarbures.

5 Propositions :

5.1 Suites administratives.

L'inspection réalisée le 17 novembre 2016 a permis de lister les points sur lesquels des améliorations sont à mettre en œuvre pour assurer une meilleure maîtrise des impacts environnementaux et des risques générés par le fonctionnement de l'établissement. Il convient toutefois de demander à l'exploitant de fiabiliser son installation de traitement des fumées du four.

En conséquence, et considérant ce qui précède, nous proposons à monsieur le préfet du Gard :

- de demander à l'exploitant de prendre en compte les observations du présent rapport et en particulier de respecter ses engagements et les délais formalisés dans les fiches de constat en annexe ;
- de préciser à l'exploitant qu'il peut réaliser les modifications décrites dans son dossier de porter à connaissance transmis le 29 décembre 2016 à Monsieur le Préfet du Gard, en respectant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°15.157N du 09 décembre 2015 ;
- de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral n°15.157N du 09 décembre 2015 (durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement) pour l'année 2017 ;
- de rappeler à l'exploitant qu'il doit mettre en œuvre des actions adaptées complémentaires pour le constat n°3 de la visite d'inspection du 13 octobre 2015.

5.2 Information de l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement, ce rapport est adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant qui pourra communiquer ses éventuelles observations à la préfecture du Gard.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à monsieur le préfet du Gard, bureau de l'environnement.